La CtttC des élus communistes n°8-Mars 2009 et apparentés

Les taux d'imposition (taxe d'habitation et taxe sur le foncier bâti) n'augmenteront pas cette année à Vénissieux. Un choix politique fort, solidaire et courageux alors que le désengagement de l'état est sans précédent et que les collectivités locales subissent les attaques répétées du gouvernement. A Vénissieux, la crise ne servira pas d'alibi pour appauvrir encore un peu plus les populations les plus défavorisées!

Conseil municipal de la ville de Vénissieux du 23 mars 2009



LA REPUBLIQUE EN DANGER

Liberté, égalité, fraternité, cette devise de la Révolution Fran-

caise aux frontons de nos mairies a fait la force et l'exemple français. C'est le symbole de l'organisation territoriale de la République. Ils sont les idéaux qui ont soutenu les combats des résistants, jusqu'au sacrifice de leur vie, contre les barbaries nazies, et sur lesquels le Conseil National de la Résistance a bâti la constitution de 1946: « la nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à son développement » et a construit nos services publics pour « ainsi participer au développement culturel, au progrès social et médical, à l'allongement de l'espérance de vie... ».

Le comité Balladur, sous la férule sarkozienne, est déterminé à livrer le pays, ses acquis sociaux, ses avancées démocratiques, ses solidarités nationales aux appétits effrénés du Grand Capital en non seulement détricotant le programme du CNR, mais aussi la structure de la Nation en s'attaquant aux communes, en leur niant le droit constitutionnel de libre administration pour les placer, muselées, sous la tutelle des intérêts financiers européens et mondiaux. Pour toutes ces raisons, soyons plus que jamais résistants!

Henri Thivillier Président du groupe des élus communistes et apparentés

//Dossier

D'un côté, l'asphyxie financière entretenue volontairement par l'Etat, de par ses multiples et constants désengagements. De l'autre, la volontée claire et nette de briser le premier maillon de la République, la commune, à travers la réforme des collectivités locales proposée par le comité Balladur. Deux attaques frontales, délibérées avec, en filigrane, la rapacité du privé pour s'accaparer des missions (rentables) du service public. Il y a urgence à réagir sans quoi la République s'effondrera sous nos yeux, c'est ce qu'ont tenu à dire haut et fort Henri Thivillier, président du groupe communiste, et Véronique Forestier lors du conseil municipal du 23 mars. Extraits des deux interventions.

COLLECTIVITÉS LOCALES : L'ETAT D'URGENCE!

OUI, LES COMMUNES SONT EN DANGER! par Henri Thivillier

Le Grand Capital, le MEDEF et Sarkozy ont concocté le rapport Balladur. Ils sont décidés à démembrer notre pays, à abattre la République, à mettre en place de nouvelles structures territoriales bien mieux adaptées aux profits espérés. Pour parvenir à ses fins, Sarkozy a clairement annoncé la couleur : il va poursuivre et accélérer le processus d'appropriation, même par la violence, des finances et des politiques publiques, de l'argent des besoins humains, du service public...

Oui, les communes sont en danger. Oui, la République est en danger. Et comment précipiter le mouvement de destruction définitive de nos organisations territoriales sinon en réduisant la capacité des élus à décider de l'impôt. Pour parler chiffres, à ce jour, la perte pour Vénissieux en impôt local de la Taxe Professionnelle -désormais compensée par une dotation figée à sa valeur nominale 2002- est pratiquement équivalente à une demi-année d'investissement communal. Sarkozy va encore plus loin et annonce la suppression de la TP pour 2010. Elle sera probablement remplacée par une dotation de l'Etat sans lien réel avec l'activité économique locale. Une fa-



Lors du conseil municipal, l'avenir des collectivités locales a été au centre des discussions et des préoccupations

con de contraindre les communes à limiter leurs capacités d'actions et de résistances. Véritable coup de poignard contre le service public et la démocratie locale, c'est la touche finale du transfert de l'impôt national sur la richesse et les revenus vers l'impôt local qui pèse sur les familles»

FAIRE ENSEMBLE LE CHOIX DE LA RÉPUBLIQUE!

par Véronique Forestier

Le rapport Balladur est sans ambiguité : «La France s'est tenue à l'écart du puissant mouvement régionaliste

- Venez assister au prochain Conseil municipal - -

le lundi 27 avril à 18h30, salle Jacques-Duclos (3ème étage de l'Hôtel de Ville) qui a parcouru l'Europe et a échoué à porter remède au morcellement communal», affirme-t-il! Le rapport inscrit donc les nouvelles collectivités dans la concurrence généralisée, cherchant à concentrer communes et régions pour être plus gros dans la guerre économique comme le font les multinationales.

Il transforme la commune en arrondissement de métropoles urbaines qui deviendraient les collectivités locales de plein exercice, votant les impôts et décidant des compétences laissées à «ces arrondissements communaux».

Mais les oppositions s'expriment, dans les zones rurales comme dans la région parisienne, à gauche comme à droite, de l'association des Régions de France à l'assemblée des départements, et l'Association des Maires elle-même s'inquiète.

Rien n'est fait. Cette droite pétainiste, qui veut sa revanche sur la République, fera tout pour se débarrasser de ce qui entrave la voracité financière sans limites d'une bourgeoisie arrogante.

Pour exiger que le peuple français soit consulté par référendum, pour permettre au mouvement social de s'emparer des communes comme lieu de souveraineté et de démocratie, les élus communistes appellent les forces sociales et politiques à se rencontrer dans la ville pour agir ensemble, faire ensemble le choix de la République, défendre ensemble nos communes, espace premier de la vie démocratique et citoyenne!»

Les propositions communistes

Au lieu d'augmenter les taux d'imposition locale, les élus communistes proposent :

- d'élargir et de moderniser la base d'imposition de la TP en taxant les produits et actifs financiers, les services et banques...
- instaurer une véritable péréquation solidaire et juste au sein des agglos pour les communes qui ont les dépenses sociales les plus élevées
- démocratiser encore plus les institutions locales avec une élection des conseillers communautaires identifiés sur les listes municipales et un renforcement de la démocratie

CE QUE CACHE LE RAPPORT BALLADUR

■ L'ELOIGNEMENT DU POUVOIR

Le premier constat que l'on peut tirer à la lecture du rapport Balladur, c'est l'idée de priver le citoyen de toute forme de pouvoir, de l'éloigner le plus possible des centres de décisions. La structure imaginée -Europe, une quinzaine de régions, des métropoles et intercommunalités- enlève aux citoyens la possibilité de peser directement sur des instances démocratiques, dont certaines, qui plus est, ne jouissent pas de la souveraineté populaire. Le rapport Balladur balaye de la main tout l'héritage de la révolution. Ce sont en effet les Constituants de 1789 qui créèrent communes et départements par souci d'égalité entre elles et de rapprochement du citoyen.

■ LA MISE EN CONCURRENCE PLUTÔT QUE LA CONTINUITÉ TERRITORIALE

A la structure en «mille-feuilles» dé-

noncée par le comité Balladur, on veut créer de puissantes techno-structures, «filiales» de services déconcentrés de l'Etat, dont le souci ne sera plus la proximité avec le citoyen mais la rentabilité.

Non seulement cette organisation provoquera des inégalités plus marquées entre régions pauvres et régions riches, entre milieu urbain et milieu rural, mais elle ouvrira également une zone de marché au service de grands groupes financiers.

De la continuité territoriale républicaine, on passera alors à la mise en concurrence des territoires. Au bout de cette logique : le démantèlement annoncé et la privatisation des missions de service public assurées jusqu'alors par les collectivités locales.

■ APPAUVRISSEMENT DÉMOCRATIQUE

A force de réduire les ressources propres des communes -transfert de la TP, nouvelles charges sans compensations financières, etc-, on les met dans un premier temps sous tutelle avant tout simplement de les faire disparaître dans des intercommunalités.

Cette équation vise à réduire les pouvoirs de ceux que les citoyens ont élus démocratiquement et à museler les politiques indépendantes qui peuvent être menées en marge voire contre le gouvernement. La démocratie en est la grande perdante.

Autre hiatus considérable : le changement de scrutin imaginé avec l'élection de conseillers territoriaux en lieu et place des conseillers régionaux et généraux. Si le scrutin «fléché» devait se substituer au mode proportionnel, il renforcerait le bi-partisme et la bipolarisation qui font tant de mal à l'expression politique et démocratique.

Soutien massif et populaire pour le Cinéma Gérard-Philipe

Le cinéma Gérard-Philipe avait besoin du soutien de ses spectateurs pour dénoncer les recours en justice déposés par UGC et le syndicat Uniciné à l'été 2008. Le moins que l'on puisse dire, c'est que personne n'a manqué à l'appel. Depuis qu'elle a été lancée, la pétition pour défendre le cinéma situé aux Minguettes, et plus généralement les cinémas de quartier partout en France attaqués par les majors, a recueilli quelque 15.000 signatures. Un plébiscite, venu des habitants de Vénissieux, mais également de Lyon, Paris et de nombreux départements du territoire, qui exprime l'attachement à la diversité culturelle et dénonce toute forme de ségrégation territoriale.

La déréglementation en pleine lumière

Les nouvelles directives européennes ont contraint EDF à se consacrer à sa seule activité : la production de l'énergie électrique. De là découle la création de la filiale ERDF, dédiée, elle, à la gestion du réseau de distribution d'électricité. Or la loi SRU et la loi Urbanisme et Habitat obligent les collectivités en charge de l'urbanisme à prendre à leur compte la contribution aux coûts d'extension ou de renforcement des réseaux électriques. Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement et des désengagements de l'Etat, il apparaît paradoxal et particulièrement injuste de faire supporter aux communes et aux usagers l'ensemble de ces charges nouvelles, fruit de la sacro-sainte déréglementation!

T4 - CINEMA: UN PRINTEMPS HISTORIQUE!



15 avril 2009 : ouverture au public du Cinéma Gérard-Philipe (inauguration officielle le 29 avril). 20 avril 2009 : le tramway va relier la Place du Jet d'eau-Mendès-France (Lyon 8ème) au Pôle Hospitalier Portes du Sud à Feyzin, en desservant le pôle multimodal de la gare de Vénissieux, la mairie et la médiathèque Lucie-Aubrac et le quartier des Minguettes en pleine rénovation dans le cadre du Grand Projet de Ville. D'un côté, un cinéma de proximité doté de trois salles flambant neuves, de 104 à 220 places, élément structurant du développement social et culturel au coeur des Minguettes. De l'autre, un cordon ombilical naturel, une ligne verte et fleurie qui connectera sur près de 10 kilomètres physiquement Vénissieux à Lyon.

'Alors oui, à plus d'un titre, le printemps 2009 sera historique car notre ville ne ressemblera pas, après ces deux inaugurations, à ce qu'elle a été. Vénissieux est en mouvement -la preuve est sous nos yeux - et le groupe des élus s'en réjouit au plus haut point. Historique, le mot n'est pas trop fort. Car à travers la réalisation de ces deux projets essentiels, c'est aussi la victoire d'une politique volontariste, toujours au service de l'intérêt commun, de la solidarité et de l'exigence républicaine, qui s'exprime. Désenclaver les quartiers défavorisés et les restructurer, refuser la ségrégation territoriale, s'opposer haut et fort à toutes formes de discriminations (l'accès aux services, à la culture -et une culture diversifiée et métissée-, à l'école, aux soins, etc), améliorer le cadre de vie de tous, depuis des années, l'équipe municipale et le groupe des élus communistes oeuvrent en ce sens. Quand les temps sont au cynisme, quand Nicolas Sarkozy vend et démantèle la République au plus offrant de ses amis, ces deux inaugurations sont une réponse en forme d'antidote : oui, une politique solidaire et juste, une politique qui bataille, portera toujours en elle de beaux printemps !

LE COULOUD

À L'HEURE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

'est un projet ambitieux et retentissant qui entre dans sa phase active. La délibération adoptée à l'unanimité lors du dernier conseil municipal autorise en effet la société DCB International à déposer les permis de construire sur les terrains appartenant à la Ville. La création du parc d'activités Le Couloud est donc bel et bien sur les rails.

Situé sur les communes de Feyzin et de Vénissieux, le lieudit Le Couloud d'une surface de 36180 m² sera réservé à l'implantation de PME et PMI artisanales, industrielles ou tertiaires, éligibles au dispositif de Zone Franche Urbaine. Le parc en tant que tel occupera une surface de 16 000 m² dont 44% d'activités et 56% de tertiaire.

En faire un vivier pour l'emploi local

A l'heure où le taux de chômage explose, où des patrons profitent sans vergogne des circonstances pour liquider usines et salariés, on mesure mieux la richesse de ce parc d'activités.



Les négociations de la Ville avec DCB International ont porté principalement sur les entreprises ciblées et la méthodologie employée afin de préserver au mieux l'intérêt des habitants et des demandeurs d'emplois. Le but étant bien évidemment de favoriser l'embauche locale (sur les 600 emplois prévus, 150 seraient réservés aux demandeurs d'emploi de la ZFU).

Enfin, et ce n'est pas négligeable, le parc Le Couloud est un projet architectural séduisant, parfaitement intégré dans la coulée verte le long du BUS, qui permet d'envisager des promenades vertes d'intérêt.

L'AGENDA

Le 15 avril: Ouverture au public du cinéma Gérard-Philipe. L'inauguration officielle aura lieu, elle, le 29 avril. Le 20 avril: Inauguration du tramway T4 qui relie sur près de 10 kilomètres la place du Jet d'eau-Mendès France à l'hôpital des Portes du Sud à Feyzin. Le 22 avril: En pleine crise, et alors que le chômage des jeunes explose, une Journée pour l'alternance: investissons sur l'avenir aura lieu de 9 heures à 17heures, salle Irène Joliot-Curie. Un rendez-vous de toute première importance pour les Vénissians, en partenariat avec le Pôle Emploi. Le 25 avril: 3ème rencontre Ville/OMS/Mouvement sportif au cours de laquelle seront développés les grands axes de la politique sportive municipale. Des tables rondes portant sur la pratique sportive féminine à Vénissieux ou encore sur la professionnalisation du mouvement sportif auront lieu. Rendez-vous de 8h30 à 15heures au Boulodrome R.Legodec. Du 25 au 30 mai: une semaine de la propreté sera organisée à Vénissieux.

CONSEILS DE QUARTIER

DE LA NECESSITE D'UN VRAI... BOUCLIER LOCAL!

es élections des nouveaux délégués de quartier ont eu lieu le 14 mars dernier. Plusieurs enseignements sont à tirer. Un : à l'heure où la droite Sarkozyste entend briser la colonne vertébrale de la République en mettant à genoux son pilier fondateur, à savoir la commune, Vénissieux réaffirme son attachement profond et viscéral à la démocratie de proximité, à la citoyenneté partagée d'où naît un espace politique prolifique, et inégalable, entre les Vénissians et les élus, entre les idées et les décisions. Sous le feu du libéralisme à tout crin, ce contre-pouvoir doit être préservé coûte que coûte pour le plus grand bien de la démocratie, de la pluralité, de la diversité des opinions. Au soir du scrutin, sur les 13 conseils de quartier que compte Vénissieux, 86 délégués ont été élus avec un taux de renouvellement intéressant de près de 53%.

«Un outil de résistance républicaine»

Si la participation au scrutin doit être plus forte -personne ne le conteste-, Edith Chagnard-Peillard a mis en avant lors de son intervention au conseil municipal le grand débat qui s'est ouvert dans la ville lors de cet événement: «Le renouvellement de moitié des candidats, les personnes nouvelles qui votent lors de l'élection et surtout la participation aux assemblées générales en janvier et février nous ont montré à quel point les citoyens souhaitent peser, s'investir et s'organiser pour défendre leurs intérêts, particulièrement ceux des classes populaires fortement mis à mal. Ils ne souhaitent pas que les



Les assemblées générales des conseils de quartier, en janvier et février 2009, ont ouvert de nombreux débats auxquels les Vénissians on participé activement

débats avec les élus disparaissent, bien au contraire !». Car le véritable enjeu du rapport Balladur sur les réformes des collectivités locales ne vise pas simplement à redistribuer les lieux de pouvoir, il tend surtout à supprimer les structures de contre-pouvoir. A ce titre, l'allusion aux Communards de 1871 n'est pas inappropriée : «La commune lorsqu'elle s'organise peut fortement peser dans le rapport de force et être dangereuse pour le pouvoir en place. Parce que ce sont, entre autres, dans les villes que se pose très concrètement le danger pour le peuple d'une libéralisation des services publics. Ainsi, quand lors d'une AG se pose la question du manque de cabinets médicaux, d'offres de soins, ou lorgu'un conseil de guartier mène une action auprès de la Poste, ce sont de véritables enjeux qui sont pris à bras le corps», conclut Edith Chagnard-Peillard. On l'aura compris, la démocratie de proximité a de beaux jours à Vénissieux.

LES ECHOS DU CONSEIL

C'EST SANS CONSEQUENCES: à l'UMP, il serait grand temps d'étayer les discours ou de changer de disque. «Les envolées idéologiques du conseil municipal ne font pas avancer les Vénissians d'un centimètre», dénonce à l'envi Christophe Girard. On pourrait lui répondre que, sans les choix municipaux, les mesures gouvernementales les auraient fait reculer d'un bon mètre. Mais selon certains, la politique nationale n'interfère pas sur les collectivités locales. Façon de dire que la suppression de la taxe professionnelle et la réforme Balladur, c'est vrai, ça ne concerne pas grand-monde... ▶ LES ASSOS ET L'AGIT-PROP ?: à entendre l'opposition, il y aurait les bonnes assos et les mauvaises, le bon grain et l'ivraie, celles qui s'agitent et celles qui «propagandent». Sur le terrain pourtant, on en voit beaucoup qui recousent le tissu social, on en voit beaucoup qui colmatent les brèches que le libéralisme creuse et on est en droit de se poser une seule vraie question : où en serait la société française sans elles ? ▶ EN PARLANT DU COULOUD, ON VOIT SURGIR LE PUISOZ : la création du parc d'activités du Couloud est une bonne nouvelle pour Vénissieux, pour l'emploi et pour l'avenir. Par effet de dominos, un autre secteur est remonté à la surface lors du conseil municipal, celui du Puisoz. Apparemment, tout le monde -majorité en tête- est sur le pont. Comme quoi, une bonne nouvelle peut en cacher une autre.

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions par courrier au Groupe des élus communistes et apparentés, - 5 avenue Marcel-Houël, 69200 Vénissieux-, par mail à : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe http://gec.venissieux.org/